

5052 H 459/15

9263-6

(1938-41, 46)

Traité avec le Ministère de l'Air pour la délivrance
de facilités de circulation.

I - Reconduction des anciens traités.

Lettre S.N.C.F. au M. de l'Air	26.12.38
Lettre S.N.C.F. au M. de l'Air	25. 2.39

II - Elaboration d'un nouveau traité.

	C.D.	12. 3.40	31	VIII
(s)	C.A.	13. 3.40	11	II bis
Dépêche du M.F. au M.T.P.		24.12.40		
	C.A.	11. 6.41	12	VIII
	C.A.	6. 2.46	25	VIII

TRAITE AVEC LE MINISTERE DE L'AIR POUR LA
DELIVRANCE DE FACILITES DE CIRCULATIONII

Elaboration d'un nouveau traité

	C.D.	12. 3.40	31	VIII
(s)	C.A.	13. 3.40	11	IIbis
Dépêche du M. F. au M.T.P.		24.12.40		
	C.A.	11. 6.41	12	VIII
	C.A.	6. 2.46	25	VIII

QUESTION VII - Avenant au traité concernant
la délivrance de facilités de circulation aux
personnels de la Sûreté Nationale.-

QUESTION VIII - Avenant au traité concernant
la délivrance de facilités de circulation aux
hautes Autorités militaires de l'Armée de l'Air.-

M. LE PRESIDENT précise l'économie des deux avenants.

En ce qui concerne la Sûreté Nationale, il s'agit de la délivrance de 605 cartes nominatives à parcours général (sans modification par rapport à la situation antérieure), de 4.535 cartes nominatives à parcours limité (en augmentation de 895 unités sur le régime antérieur) et de 1.500 permis de service (sans modification). L'avenant a pour objet de tenir compte des modifications intervenues dans l'organisation des Services.

Pour l'Armée de l'Air, il est proposé, comme suite à de récentes mesures de réorganisation et à l'augmentation des effectifs en résultant, de porter de 14 à 70 (dont 51, contre 12, à parcours général et 19, contre 2, à parcours limité), le nombre des cartes à délivrer à diverses hautes Autorités militaires.

M. OURADOU relève, d'une manière générale, l'augmentation du nombre de cartes demandées par les Administrations publiques et il croit qu'il y a des abus dans ce domaine.

Comme le public croit généralement que ces cartes sont gratuites et que de vives critiques sont formulées à ce sujet contre la S.N.C.F., il serait souhaitable que la forme de ces titres ait l'aspect, par exemple, des cartes d'abonnement délivrées aux voyageurs de commerce dont le public sait qu'elles sont payantes, de sorte qu'elles ne soulèvent aucune remarque désobligeante de sa part.

M. VAGOGNE promet de faire examiner la question.

M. CRAPIER insiste sur le fait que, dans l'esprit du public, l'exagération du nombre des personnes titulaires de cartes est faussement imputée à la S.N.C.F. Les voyageurs ne peuvent faire de distinction et ne comprennent pas la multiplicité des titres de circulation gratuite qui sont présentés au contrôle, alors que le chemin de fer est en déficit.

M. LE PRESIDENT reconnaît que des cartes sont maintenant attribuées très largement aux fonctionnaires.

Il n'apparaît pas, toutefois, que, du seul point de vue de la S.N.C.F., la délivrance de ces cartes dans les conditions prévues par les traités passés avec les Administrations Publiques constitue une opération onéreuse. Les sommes versées par ces Administrations couvrent les frais du chemin de fer en fonction de l'utilisation probable des facilités accordées. C'est ainsi, en particulier, que, pour le second traité, les 53 cartes supplémentaires accordées sont remboursées à la S.N.C.F. au tarif militaire sans aucun abattement.

En ce qui la concerne, la S.N.C.F. doit veiller strictement à ce que les remboursements auxquels il est légitime pour elle de prétendre lui soient toujours assurés. Pour le surplus, il ne peut appartenir qu'aux Pouvoirs Publics de prendre les mesures qui s'imposeraient.

M. ARON pense que sur ce sujet chaque ministère agit pour son compte et que la S.N.C.F. est seule à voir l'ensemble. Elle n'irait pas, à son avis, au delà de ses attributions en signalant aux Pouvoirs Publics les exagérations qu'elle constate, même si son intérêt propre n'est pas en jeu.

M. LE PRESIDENT répond que tous les traités sont contresignés par le Ministère des Finances.

Le Conseil approuve les avenants.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

-:-:-:-:-

Conseil d'Administration

-:-:-:-:-

Séance du 6 février 1946

-:-:-:-

VIII - Avenant au traité concernant la délivrance
des facilités de circulation aux hautes
Autorités militaires de l'Armée de l'Air.-

gm

S.N.C.F.

Secrétariat Général

Le 23 Janvier 1946

94 - G^a - n° 68

221 G 94 n° 18

NOTE POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

PROJET D'AVENANT AU TRAITE SIGNE LE 31 DECEMBRE 1941 AVEC
LE SECRÉTARIAT D'ETAT A L'AVIATION POUR DELIVRANCE DE CARTES
DE CIRCULATION AUX HAUTES AUTORITES MILITAIRES DE L'ARMEE
DE L'AIR

Le traité du 31 Décembre 1941 avec le Secrétariat d'Etat
à l'aviation prévoit la délivrance de 14 cartes de circulation,
dont 12 à parcours général et 2 à parcours limité, ce nombre
pouvant être porté à 17 cartes, sans avenant, suivant décision
de M. le Président en date du 4 Février 1942.

Comme suite à la réorganisation de l'Armée de l'Air et
à l'augmentation des effectifs en résultant, le Ministère de-
mande un Avenant pour adapter le traité de 1941 à la situation
nouvelle.

La demande comporte un total de 70 cartes de 1ère classe,
51 à parcours général et 19 à parcours limité, dont une seule
impersonnelle.

L'augmentation résulte de la création de 4 régions aé-
riennes supplémentaires (6 au lieu de 2) et de l'apparition de
plusieurs Services qui ne figuraient pas au traité de 1941 :
Inspection de l'Armée de l'Air, Services de Santé, de l'Inten-
dance, Services Techniques, Service Social, Contrôle de l'Ar-
mée de l'Air, Ecoles de l'Air.

Le tableau ci-joint énumère les bénéficiaires des cartes
qui voyagent tous normalement au tarif militaire, et compare
la situation actuelle avec celle résultant du projet d'Avenant.

Le traité de 1941 accorde une réduction de 5 % sur le
tarif militaire.

En présence de la forte augmentation du nombre des cartes
et compte tenu de ce que nous ne recevons actuellement aucune
contrepartie spéciale (la future réorganisation de l'Aviation

Civile risque de tarder encore assez longtemps) nous pourrions maintenir la réduction de 5 % aux 17 cartes anciennes, sans l'étendre aux 53 nouvelles qui seraient réglées au tarif militaire sans réduction, les cartes à parcours limité étant décomptées pour 2 à 6 zones suivant la consistance territoriale.

Sur ces bases et au tarif actuellement en vigueur, le prix d'une carte à parcours général ressort à 16.878 Frs (17.766 Frs sans réduction). Pour les cartes à parcours limité, les prix varient entre 12.688 Frs (cartes de 6 zones avec réduction) et de 12.371 Frs (cartes de 2 zones sans réduction).

La recette totale annuelle pour la S.N.C.F. serait de 1.112.450 Frs.

Il est demandé au Conseil d'Administration de bien vouloir approuver le projet d'Avenant ci-joint pour délivrance de cartes de circulation aux personnels de l'Armée de l'Air.

LE SECRETAIRE GENERAL,

(s) VAGOGNE

15 Novembre 1945

Etat comparatif des cartes de circulation prévues
au Traité du 31 Décembre 1941 et de celles demandées au projet
d'avenant à intervenir avec le Département de l'Air

I - SUR L'ENSEMBLE DES LIGNES

N° d'ordre	Ancien Texte (15)	Non- bre de cartes	N° d'ordre	Nouveau Texte (51)	Non- bre de cartes
1°	Le Secrétaire d'Etat à l'Aviation	1	1°	Le Ministre de l'Air	1
2°	Un Officier de l'E.M. du Secrétaire d'Etat à l'A- viation accompagnant le Secrétaire d'Etat à l'A- viation	1	2°	Un Officier du Cabinet du Ministre de l'Air	1
3°	Le Colonel Chef du Cab- inet militaire du Secré- taire d'Etat à l'Aviation	1	3°	Le Général Chef du Ca- binet militaire du Mi- nistre de l'Air	1
	Cartes non prévues		4°	Deux Officiers du Cabinet Militaire	2
4°	Le Général Chef d'EMG de l'Armée de l'Air	1	5°	Le Général, Chef d'EMG de l'Armée de l'Air	1
	Carte non prévue		6°	Un Officier du Cabinet du Chef d'E.M. G.A.M.	1
	"		7°	Le Général Inspecteur Général de l'Armée de l'Air	1
	"		8°	L'Officier Aide de camp	1
	"		9°	Le Général Inspecteur Adjoint	1
	"		10°	Le Général Inspecteur des effectifs	1
	"		11°	Le Colonel Chef de l'EM	1
	"		12°	Quatre Officiers Supé- rieurs Inspecteurs	4
	"		13°	Le Général Chef de l'E.M. de l'Armée de l'Air	1
5°	Le Général 1er Sous-Chef de l'E.M. de l'Armée de l'Air	1	14°	Le Colonel 1er S/Chef de l'E.M. de l'Armée de l'Air	1
6°	Le Colonel 2e S/Chef de l'E.M. de l'Armée de l'Air	1	15°	Le Colonel 2e S/Chef de l'E.M. de l'Armée de l'Air	1
	A reporter ...	6		A reporter ...	19

Report ..		6	Report...		19
Carte non prévue			16°	Le Général Chef du Service de Liaisons Interralliées	1
"			17°	Le Médecin Général, Directeur du Service de Santé de l'Air	1
"			18°	Un adjoint au Directeur du Service de Santé	1
7°	Le Chef du Service du Ravitaillement de l'Armée de l'Air	1	19°	Le Commissaire Général, Directeur de l'Intendance et de l'Administration de l'Armée de l'Air	1
Carte non prévue			20°	L'Adjoint au Directeur	5
"			21°	Trois Sous-Directeurs	
"			22°	Le Chef du Service Technique	
"			23°	Le Général Directeur des Installations et Travaux de l'Air	3
"			24°	Deux Sous-Directeurs	6
"			25°	L'Ingénieur Général, Directeur Technique et Industriel	
"			26°	L'Adjoint au Directeur	
"			27°	Quatre Chefs de Service	4
"			28°	Le Général Chef du Service du Matériel de l'Air	
"			29°	L'Adjoint au Directeur	
"			30°	Deux Sous-Directeurs	1
"			31°	Le Général Commandant Supérieur des Ecoles de l'Air	
A reporter ...		7	A reporter		42

Report ...			7	Report...			42
	Carte non prévue			32°	Le Général Commandant la Défense Aérienne du Territoire		1
8°	Le Général Chef du Service du Personnel de l'Armée de l'Air	1		33°	Le Colonel Chef du Service du Personnel Militaire	}	3
	Carte non prévue			34°	Deux Directeurs Adjoints		
	"			35°	Le Colonel Chef des Services Sociaux		1
	"			36°	Le Directeur du Corps de Contrôle	}	2
	"			37°	L'adjoint au Directeur		
	"			38°	Le Général Commandant les Forces Aériennes Tactiques		1
	"			39°	Le Colonel Commandant la Gendarmerie de l'Air		1
9°	Le Chef du Service de l'Administration de l'Armée de l'Air	1			Carte non redemandée		
10°	Le Général Commandant la 1ère Région Aérienne	1			"		
11°	Le Général Commandant la 2ème Région aérienne	1			"		
12°	Le Général Commandant Supérieur de l'Air en Afrique du Nord	1			"		
13°	Le Chef de Section de l'E.M. de la Défense Nationale	1			"		
14°	Un Officier de Liaison du Cabinet de la Défense Nationale	1			"		
15°	Une carte susceptible d'être attribuée à X	1			"		
			15				51

II - PARCOURS LIMITE

N° d'ordre	Ancien texte (2)	Nbre de cartes	N° d'ordre	Nouveau texte (19)	Nbre de cartes
1°	Le Général Adjoint au Général Commandant la 1ère Région aérienne	1	1°	Les Généraux Commandant les Régions aériennes	6
2°	Le Général Adjoint au Général Commandant la 2ème Région aérienne	1			
	Cartes non prévues				
	"				
	"		2°	Les Directeurs d'Intendance des Régions aériennes	6
	"		3°	Les Directeurs de Service de Santé des Régions aériennes	6
	"		4°	Le Colonel Commandant le Groupe d'Ecoles de la Métropole	1
		<u>2</u> ==			<u>19</u> ==

A V E N A N T
au TRAITE DU 31 DECEMBRE 1941 AVEC
LE SECRETARIAT D'ETAT A L'AVIATION POUR DELIVRANCE
DE CARTES DE CIRCULATION AUX HAUTES AUTORITES DE
L'ARMEE DE L'AIR

ENTRE :

L Ministre des Armes stipulant au nom de l'Etat,

d'une part,

Et la Société Nationale des Chemins de fer Français, représentée par MM. FOURNIER, Président du Conseil d'Administration et BOUTET, Vice-Président du Conseil d'Administration,

d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er

L'article 1er du Traité du 31 Décembre 1941 avec le Secrétaire d'Etat à l'Aviation est modifié comme suit :

La Société Nationale des Chemins de fer Français délivrera, dans la limite de 51, les cartes de circulation suivantes, en 1ère classe :

A - SUR LA TOTALITE DE SON RESEAU (cartes nominatives)

- Le Ministre de l'Air,
- Un Officier du Cabinet du Ministre de l'Air,
- Le Général Chef du Cabinet Militaire du Ministre de l'Air,
- Deux Officiers du Cabinet Militaire,
- Le Général Chef d'Etat-Major Général de l'Armée de l'Air,
- Un Officier du Cabinet du Général Chef d'Etat-Major Général de l'Armée de l'Air,
- Le Général Inspecteur Général de l'Armée de l'Air,
- L'officier aide de camp,
- Le Général Inspecteur Adjoint,
- Le Général Inspecteur des Effectifs,
- Le Colonel Chef de l'Etat-Major,
- Quatre Officiers Supérieurs Inspecteurs,
- Le Général Chef de l'Etat-Major de l'Armée de l'Air,
- Le Colonel 1er Sous-Chef de l'Etat-Major de l'Armée de l'Air,
- Le Colonel 2ème Sous-Chef de l'Etat-Major de l'Armée de l'Air,
- Le Général Chef du Service des liaisons de l'Armée de l'Air,
- Le Médecin Général, Directeur du Service de Santé de l'Air,
- Un Adjoint au Directeur du Service de Santé,
- Le Commissaire Général, Directeur de l'Intendance et de l'Administration de l'Armée de l'Air,
- L'Adjoint au Directeur, trois Sous-Directeurs de l'Intendance et de l'Administration de l'Armée de l'Air,

- Le Chef du Service Technique de l'Armée de l'Air,
- Le Général Directeur des Installations et Travaux de l'Air,
- Deux Sous-Directeurs des Installations et Travaux de l'Air,
- L'Ingénieur Général, Directeur Technique et Industriel,
l'Adjoint au Directeur et quatre Chefs de Service,
- Le Général Chef du Service du Matériel de l'Air, l'Adjoint
au Directeur et deux Sous-Directeurs,
- Le Général Commandant Supérieur des Ecoles de l'Air,
- Le Général Commandant la Défense Aérienne du Territoire,
- Le Colonel Chef du Service du Personnel Militaire de l'Air,
et deux Directeurs Adjointes,
- Le Colonel Chef des Services Sociaux,
- Le Directeur du Corps du Contrôle,
- L'Adjoint au Directeur du Corps du Contrôle,
- Le Général Commandant les Forces aériennes tactiques,
- Le Colonel Commandant la Gendarmerie de l'Air.

B - SUR DES PARCOURS LIMITEES (cartes nominatives)

- Les Généraux Commandant les Régions aériennes (6 cartes)
- Les Directeurs d'Intendance des Régions aériennes (6 cartes)
- Le Directeur du Service de Santé des Régions aériennes
(6 cartes)
- Le Colonel Commandant le groupe d'Ecoles de la Métropole

ARTICLE 2

L'article 2 du Traité du 31 Décembre 1941 est modifié
comme suit :

"Compte tenu de ce que toutes les personnalités figurant
au présent Avenant voyagent normalement au tarif militaire et,
après accord entre les parties sur les parcours et périodes
d'utilisation des cartes, le Ministre des Armées versera à
la S.N.C.F. :

1°- Pour chaque carte nominative délivrée, dans la limite
numérique résultant des accords antérieurs (soit 17 cartes),
une somme représentant la valeur d'un abonnement au quart du
tarif en vigueur au moment de la délivrance de la carte,
avec abattement de 5 %.

2° Pour chacune des 53 cartes délivrées en sus de cette
limite, une somme représentant la valeur d'un abonnement au
quart du tarif en vigueur au moment de la délivrance de la
carte, sans abattement.

Le cas échéant, aucun abattement ne serait effectué
pour les cartes personnelles qui seraient facturées au
tarif militaire (quart du tarif normal)".

Le reste de l'article 2, ainsi que les articles 3 et 4,

sans changement.

ARTICLE 3

Le présent avenant expirera le 31 Décembre 1946. Il sera renouvelable d'année en année par tacite reconduction, chacune des parties contractantes se réservant le droit de le faire cesser au 31 Décembre d'une année quelconque en prévenant l'autre trois mois à l'avance.

Il sera établi sur papier non timbré et enregistré gratis (article 1er du décret du 13 Octobre 1939).

FAIT A PARIS, en triple exemplaire, le

Le Ministre des Armées,

Pour le S.N.C.F.,

Le Président du
Conseil d'Administration,

Le Vice-Président
du Conseil d'Administration,

Extrait du P.V. de la séance du Conseil d'Administration
du 11 juin 1941

+-----

QUESTION VIII - Traités pour la délivrance de faci-
lités de circulation aux Administra-
tions Publiques.-

P.V. (p. 5)

Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Conseil ap-
prouve le projet de traité avec le Secrétariat d'Etat à l'Avia-
tion.

Conformément aux directives données par M. le Ministre
Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, dans sa
lettre du 24 décembre 1940, ce projet prévoit le paiement à
l'unité des cartes de circulation effectivement délivrées.

Sténo (p. 12)

M. LE PRESIDENT.-.....

Le dernier projet, qui concerne le Secrétariat d'Etat à
l'Aviation, a pour objet de substituer à un traité antérieurement
approuvé par le Conseil, mais non encore mis en application, un
nouveau texte conforme aux directives ministérielles. Les rela-
tions de service entre la S.N.C.F. et l'Aviation sont évidemment
assez lointaines. Toutefois, l'abattement prévu, par rapport au
tarif militaire applicable normalement aux ayants droit n'étant
que de 5 %, il ne semble pas qu'il y ait lieu d'élever d'objection.

.....

Le Conseil approuve le projet de traité qui lui est
soumis.

Projets de traités et d'avenants relatifs

à la délivrance de facilités de circulation aux Administrations
publiques

Il s'agit :

- d'une part, de projets de traités se substituant à ceux précédemment élaborés et demeurés sans suite concernant les Ministères de l'Intérieur (Sûreté Nationale et Administration Préfectorale) et de l'Air et l'Administration de l'Octroi de PARIS;
- d'autre part, d'un projet d'avenant au traité signé le 21 Mai 1940 avec le Ministre du Commerce pour le Service des Poids et Mesures.

Les nouveaux textes tiennent compte des observations d'ordre général formulées par le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, dans sa lettre du 24 Décembre 1940 :

- la rémunération à verser à la S.N.C.F., au lieu de consister en une redevance forfaitaire annuelle, est basée sur le nombre de cartes ou permis effectivement délivrés, le tarif unitaire appliqué à chacun d'eux étant le tarif commercial des abonnements ou des billets, sous réserve d'un abattement de taux variable;
- les autres dispositions sont les mêmes que celles figurant dans les traités primitifs, sous réserve de quelques

modifications ou additions d'importance secondaire: c'est ainsi qu'une clause nouvelle stipule le versement d'intérêts moratoire à la S.N.C.F. en cas de retard dans les paiements prévus, ces intérêts étant calculés au taux d'escompte de la Banque de France.

Si l'on se réfère à la classification adoptée par la note de présentation des traités analogues, approuvés par le Conseil dans sa séance du 14 Mai dernier, on peut ranger :

- le traité concernant le Service des Poids et Mesures parmi ceux qui sont justifiés par des prestations de service effectives (vérification des appareils ou instruments de pesage);

- les traités concernant la Sécurité Nationale, l'Administration préfectorale et l'Octroi de Paris parmi ceux justifiés par des relations de service incontestables, encore que leur intérêt pour la S.N.C.F. aille en décroissant du premier au dernier;

- le traité concernant le Secrétariat d'Etat à l'Air parmi ceux que ne justifie, au fond, aucune relation de service réelle. Le traité mentionne bien le concours susceptible d'être assuré à la S.N.C.F. par le personnel spécialiste du Secrétariat d'Etat, par ses services de radio-sécurité et par la mise à la disposition de son matériel de transport. Mais ce concours apparaît tout théorique. Il est vrai que l'abattement prévu n'est que de 5 % sur le tarif militaire.

signé : CLOSSET

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du 11 juin 1941

VIII.- Traités pour la délivrance de facilités
de circulation aux Administrations Pu-
bliques.

crpte
—

5 juin 1941.

N O T E

pour le Conseil d'Administration

Projets de Traités et d'Avenants aux
Traités réglant la délivrance de facilités
de circulation aux Administrations publiques.

Le Conseil d'Administration a donné son accord, le 14 mai courant, à un premier groupe de projets de Traités et d'Avenants relatifs à la délivrance de facilités de circulation aux personnels des Ministères de la Guerre, de la Marine, des Finances (Inspection Générale des Finances, Régies financières et Contrôle des Prix) et de l'Agriculture.

Un traité semblable a été conclu, le 21 mai 1940, avec l'ancien Ministère du Commerce pour le Service des Poids et Mesures et un projet élaboré à la même époque avec le Ministère de l'Air, qui n'a pas reçu l'approbation de M. le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances pour les raisons précédemment exposées dans le rapport présenté au Conseil d'Administration le 14 mai 1941.

D'autre part, un projet de Traité avec l'administration de l'Octroi de Paris, approuvé par l'Autorité Supérieure à la fin de 1940, n'a pas été signé.

De nouveaux textes d'Avenants ou de Traités ont été établis conformément aux indications de M. le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances (Lettre du 24 décembre 1940 de la Direction du Budget) dans lesquels le règlement forfaitaire annuel a été remplacé par le paiement à l'unité de carte effectivement délivrée.

Les autres dispositions figurant dans les traités et projets primitifs ont été maintenues. En particulier, le nombre des cartes et permis à délivrer reste inchangé dans la plupart des cas; il accuse même une diminution pour l'Aviation (14 cartes au lieu de 23). Une clause supplémentaire a été insérée prévoyant

.....

le versement d'intérêts moratoires à la S.N.C.F. en cas de retards dans les paiements qui ne lui seraient pas imputables.

Les projets primitifs ont été acceptés par le Conseil d'Administration les 12 décembre 1939 (Ministère du Commerce - Poids et Mesures - et Octroi de Paris) et 12 mars 1940 (Ministère de l'Air).

J'ai l'honneur de demander au Conseil d'Administration de bien vouloir approuver un deuxième groupe ci-joint de projets de Traités et d'Avenants avec l'Administration de l'Octroi de Paris (catégorie II de la Note du 8 mai 1941), le Secrétaire d'Etat à l'Aviation (catégorie IV) et le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle pour le Service des Poids et Mesures (catégorie I).

Le Directeur Général,

LE BESNERAIS.

T R A I T É

ENTRE :

Le Secrétaire d'Etat à l'Aviation, agissant au nom de l'Etat,
d'une part,
et la Société Nationale des Chemins de fer français représentée
par

d'autre part,

Vu les articles 17 et 29 du Cahier des Charges de la S.N.C.F.,
Vu l'article 16, § d, du Décret-Loi du 12 novembre 1938

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er}

La Société Nationale des Chemins de fer français délivrera les cartes de circulation suivantes, dans les limites maxima ci-après indiquées :

A.- Sur la totalité de son Réseau :

- Monsieur le Secrétaire d'Etat à l'Aviation,
- le Colonel Chef du Cabinet Militaire du Secrétaire d'Etat à l'Aviation,
- un Officier de l'Etat-Major du Secrétaire d'Etat à l'Aviation accompagnant le Secrétaire d'Etat à l'Aviation,
- le Général Chef d'Etat-Major Général de l'Armée de l'Air,
- le Général 1^{er} Sous-Chef de l'Etat-Major de l'Armée de l'Air,
- le Colonel 2^{ème} Sous-Chef de l'Etat-Major de l'Armée de l'Air,
- le Chef du Service du Ravitaillement de l'Armée de l'Air,
- le Général Chef du Service du Personnel de l'Armée de l'Air,
- le Chef du Service de l'Administration de l'Armée de l'Air,
- le Général Commandant la 1^{ère} Région Aérienne,

.....

- le Général Commandant la 2ème Région Aérienne,
 - le Général Commandant Supérieur de l'Air en Afrique du Nord,
- soit 12 cartes.

B.- sur des parcours limités :

- le Général adjoint au Général Commandant la 1ère Région aérienne dans le territoire de cette région,
- le Général adjoint au Général Commandant la 2ème Région aérienne dans le territoire de cette région,

soit 2 cartes.

ARTICLE 2

Après accord entre les parties sur les parcours et périodes d'utilisation, le Secrétaire d'Etat à l'Aviation versera à la S.N.C.F., par carte délivrée, une somme représentant la valeur d'un abonnement au quart du tarif commercial en vigueur au moment de la délivrance de la carte, avec abattement de cinq pour cent. Cette somme sera payable en deux versements, à la fin de chacun des deux semestres. Elle comprendra les frais de gare et de contrôle.

Les cartes de circulation seront décomptées à partir du premier jour du mois de leur délivrance et jusqu'au dernier jour du mois de leur restitution au Secrétariat Général de la S.N.C.F. à Paris ou à Vichy, à moins qu'elles aient cessé d'être valables avant cette date.

En cas de changement de titulaire, il ne sera décompté qu'une carte, à condition que la restitution de la carte primitive soit effectuée dans le délai d'un mois à compter de la délivrance de la nouvelle.

Tout retard dans le paiement d'une échéance semestrielle, imputable au Secrétariat d'Etat à l'Aviation, donnera lieu au versement à la S.N.C.F. d'intérêts moratoires au taux d'escompte de la Banque de France, courant à partir de l'expiration d'un délai de deux mois à dater de la remise des factures correspondantes.

ARTICLE 3

La réduction consentie pour les cartes tient compte du concours susceptible d'être assuré à la S.N.C.F. par le Secrétaire d'Etat

.....

à l'Aviation au moyen de son personnel spécialiste, de ses services de radio sécurité, de lutte contre l'incendie et par la mise à disposition de son matériel de transport (camions, camionnettes, voitures légères, voitures d'ambulance).

ARTICLE 4

En cas d'augmentation du nombre ou de la consistance des cartes prévues, la présente convention serait révisée par avenant.

ARTICLE 5

Le présent traité expirera le 31 décembre 1941. Il sera renouvelable d'année en année par tacite reconduction, chacune des parties contractantes se réservant le droit de le faire cesser au 31 décembre d'une année quelconque en prévenant l'autre trois mois à l'avance.

ARTICLE 6

La présente convention sera établie sur papier non timbré et enregistrée gratis (article 1er du décret du 13 octobre 1939).

Pour la Société Nationale des Chemins
de fer français,

Le Président du Conseil d'Administration,

Le Secrétaire d'Etat
à l'Aviation,

Le Vice-Président du Conseil d'Adminis-
tration,

Ministère des Finances

Direction du Budget

Bureau Budget
--

N° 3825

Remboursement de facilités
de circulation

9263.6
Paris, le 24 décembre 1940

LE MINISTRE SECRETAIRE D'ETAT AUX FINANCES

à Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat
aux Communications
(Direction Générale des Transports)

Votre Département a communiqué à mon Administration divers projets de contrat destinés à régler les conditions de délivrance, par la Société Nationale des Chemins de fer, des facilités de circulation à certains personnels de l'Etat.

J'observerai que ces textes ont été établis à une époque où les conditions de leur exécution étaient très différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui. Les difficultés de circulation et l'existence de la ligne de démarcation entre les deux zones ont en effet réduit l'usage qui était fait des cartes de circulation en 1940. D'autre part, aucune prévision ne peut actuellement être faite pour l'année prochaine.

Dans ces conditions, je vous serais obligé de vouloir bien examiner si les facilités accordées par la Société Nationale des Chemins de fer ne pourraient pas être remboursées par les diverses administrations sur la base des prix unitaires retenus lors de la préparation des contrats. La reprise de l'application de ces derniers serait envisagée lorsque les conditions redeviendraient normales.

P. le Ministre,

Le Conseiller d'Etat, Secrétaire Général
pour les Finances publiques,

signature.

9147

Extrait du P.V. de la séance du 13 mars 1940
du Conseil d'Administration

QU. Iibis - Compte rendu de la délégation
de pouvoirs donnée par le C.A.
dans sa séance du 1er sept. 1939

p. 11

Projet de traités à passer avec les Ministères
de l'Agriculture, de l'Air et des Finances
pour la délivrance de facilités de circulation

Dans sa séance du 12 mars, le Comité de Direction a arrêté les bases sur lesquelles pourraient être négociés, avec les Ministères de l'Agriculture, de l'Air et des Finances, des traités analogues à ceux passés antérieurement avec d'autres Administrations Publiques et dont il a été rendu compte au Conseil dans ses séances des 20 décembre 1939 et 17 janvier 1940.

M. LE PRESIDENT rappelle que ces différents traités sont passés en application de l'art. 29 du Cahier des Charges ainsi conçu :

"Les arrangements ou Conventions qui pourront intervenir
"entre la S.N.C.F. et les Services publics, en dehors des
"cas visés aux art. 22 à 28 ci-dessus, ne pourront comporter,
"par rapport aux tarifs ordinaires, que des modifications
"justifiées par les relations de service ou par les accrois-
"sements de trafic et les réductions de dépenses que ces
"arrangements ou conventions seront susceptibles de procurer
"au chemin de fer ...".

Extrait du P.V. de la séance du Comité de Direction
du 12 mars 1940

Projets de traités à passer pour
la délivrance de facilités de circulation :

QU. VII - avec le Ministère de l'Air

P.V. COURT

Sur le rapport de M. BOUFFANDEAU, le Comité approuve
les propositions qui lui sont soumises.

STENO p. 31

M. BOUFFANDEAU - Le traité avec le Ministère de l'Air
ne soulève pas grande difficulté.

Aux termes du traité précédent, le Ministère de l'Air
recevait 16 cartes gratuites, dont 11 à parcours général et
5 à parcours régional et interrégional. Le Ministère de
l'Air demande 22 cartes dont 18 à parcours général et 4 à
parcours ~~général~~ régional et interrégional. Les 18
cartes à parcours général seront réservées aux membres du
Conseil Supérieur de l'Air, au Général Chef d'Etat-Major de
l'Armée de l'Air et aux Généraux inspecteurs des aviations.
Les 4 à parcours régional et interrégional sont décernées
aux généraux commandant les régions aériennes. L'augmenta-
tion du nombre des cartes est peu importante.

M. FILIPPI.— L'augmentation du nombre des cartes est faible en soi, mais elle est forte en pourcentage.

M. BOUFFANDEAU.— Pour l'évaluation du prix de ces cartes, il a été tenu compte du fait que les bénéficiaires, tous officiers généraux, ont droit au quart de place. Comme, d'autre part, ces cartes sont relativement peu utilisées, nous nous sommes contentés d'une réduction forfaitaire globale de l'ordre de 6.000 fr par rapport au quart de tarif (100.000 fr au lieu de 106.000 fr). Cette manière de faire est plus avantageuse que celle qui a été admise en ce qui concerne le Ministère de la Guerre.

M. FILIPPI.— C'est exact. Pour bien faire, il faudrait unifier, mais ce n'est pas facile.

M. LE PRÉSIDENT.— Le Comité est d'accord.

COMITÉ DE DIRECTION

du 12 Mars 1940

(Question N° VII)

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

le 7 mars 1940.

Le Directeur Général

D - 94320/1

Projet de traité à passer avec le
Ministère de l'Air pour la délivrance de
cartes de circulation

Conformément au traité du 1er juillet 1933 et à l'avenant du 3 novembre 1936, il a été délivré en 1939 au Ministère de l'Air un total de 16 cartes dont 11 à parcours général et 5 à parcours régional et interrégional pour les besoins de l'Etat-Major et du Commandement.

Ces facilités étaient délivrées gratuitement en échange du concours susceptible d'être assuré par le Ministère de l'Air à la S.N.C.F. par son personnel spécialiste, son service de radio-sécurité, son service de lutte contre l'incendie et par la mise à disposition de son matériel de transport (camions, camionnettes, voitures légères, voitures d'ambulance).

Les traité et avenant de 1933 et 1936 ont été dénoncés le 25 février 1939 et des négociations ont été amorcées pour la conclusion d'un nouveau traité dans le cadre des articles 17 et 29 du cahier des charges de notre Société.

Le Ministère de l'Air nous demande 22 cartes dont 18 à parcours général (Membres du Conseil Supérieur de l'Air, Général Chef d'Etat-Major de l'Armée de l'Air, Généraux Inspecteurs des Aviations) et 4 à parcours régional et interrégional (Généraux commandant les 4 régions aériennes).

Pour l'évaluation du prix de ces cartes, nous avons dû tenir compte des observations qui nous ont été présentées à savoir : d'une part, que leurs bénéficiaires, tous militaires, voyagent normalement au 1/4 du tarif en vertu du cahier des charges, et d'autre part, que ces cartes sont beaucoup moins utilisées que les cartes d'abonnement dont l'avantage est de permettre à leurs titulaires de voyager très fréquemment.

Cette dernière considération nous a conduits à envisager

.....

le principe d'une très légère réduction sur le quart du tarif plein des abonnements.

Les cartes demandées, sur la base du quart de ce tarif, représentent en effet une valeur de 106.000 fr et nous proposons de les délivrer moyennant un forfait annuel de 100.000 fr.

Ces propositions sont soumises à l'approbation du Comité de Direction.

TRAITE AVEC LE MINISTERE DE L'AIR POUR LA
DELIVRANCE DE FACILITES DE CIRCULATION

I

Reconduction des anciens traités

Lettre S.N.C.F. au M. de l'Air 26.12.38
Lettre S.N.C.F. au M. de l'Air 25. 2.39

25 février 1939

M.C. 94 A.2.n° 774/1.429

COPIE
pour le dossier
à la fin du dossier
7/3

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 26 décembre 1938, j'ai eu l'honneur de vous exposer que l'article 16 (§ d) du décret du 12 novembre 1938 relatif à l'organisation du contrôle des transports et à diverses mesures intéressant la Société Nationale des Chemins de fer français, prévoyait que des traités seraient passés avec notre Société pour la délivrance des facilités de circulation à certains Fonctionnaires des Administrations publiques.

Je vous informais, à cet effet, que la S.N.C.F. se proposait, à titre transitoire et sous réserve de l'approbation de M. le Ministre des Travaux publics, de reconduire pour l'année 1939, les traités actuellement en vigueur entre les anciens réseaux et certains départements ministériels, en attendant la conclusion de nouveaux traités.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que M. le Ministre des Travaux Publics vient de donner son accord sur cette reconduction, en précisant qu'il importait de hâter l'élaboration des nouveaux traités.

.....

Monsieur le Ministre de l'Air.

Pour nous permettre de passer ces traités dans les conditions des articles 17 et 29 du Cahier des Charges de la S.N.C.F., il nous est nécessaire de reprendre tout d'abord notre liberté.

Conformément aux dispositions de l'article VII des Traités conclus en 1933 par chaque réseau avec votre Département, je vous informe qu'à dater du 31 décembre 1939, la S.N.C.F. dénonce les dits traités qui lui ont été transférés de plein droit en exécution de l'article 1^{er} de la Convention du 31 août 1937 approuvée par le décret-loi du même jour.

Des négociations seront incessamment engagées pour la conclusion du nouveau traité et je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître le nom du ou des Fonctionnaires de votre Administration que vous aurez désigné à cet effet.

Je crois devoir appeler tout particulièrement votre attention sur les dispositions de l'article 29 du Cahier des charges de la S.N.C.F., selon lesquelles les conventions à intervenir ne pourront comporter, par rapport aux tarifs ordinaires, que des modifications justifiées par les relations de service ou par les accroissements de trafic ou les réductions de dépenses que ces conventions sont susceptibles de procurer au chemin de fer.

Je vous signale enfin qu'une rémunération en espèces, au bénéfice de notre Société et dont le montant sera à débattre compte tenu de la valeur des facilités de circulation

....

qui seront consenties à votre Département, devra être prévue dans le futur traité.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon respectueux dévouement.

signé : GUINAND

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

R.D.
94 - E - 12 - n° 51/1.261 d

26 décembre 1938

COPIE
*Pour le Ministre
à la fin de l'année
8/3*

Monsieur le Ministre,

L'article 16 (paragraphe d) du décret du 12 novembre 1938, relatif à l'organisation du contrôle des transports et à diverses mesures intéressant la Société Nationale des Chemins de fer Français, prévoit que des traités seront passés avec notre Société pour la délivrance de facilités de circulation à certains fonctionnaires des Administrations publiques.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la Société Nationale des Chemins de fer Français se propose, à titre transitoire et sous réserve de l'approbation de Monsieur le Ministre des Travaux Publics, de reconduire pour l'année 1939 les traités actuellement en vigueur entre les anciens Réseaux et certains Départements ministériels, en attendant la conclusion de nouveaux traités à passer dans les conditions des articles 17 et 29 du Cahier des Charges de la S.N.C.F.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon respectueux dévouement.

Signé : GUINAND

Monsieur le Ministre de l'Air -

Même lettre aux autres Ministres

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Comité de Direction

Séance du 12 mars 1940

VIII - Projet de traité à passer avec le
Ministère de l'Air pour la délivrance
de facilités de circulation. (Rapporteur :
M. BOUFFANDEAU